***Modèle d’arrêté portant retrait d’un véhicule de fonction***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **-** **…** *(n° d’ordre)*

**portant retrait d’un véhicule de fonction à**

*Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles[[1]](#footnote-1) … et L.2121-18-1-1 ou L.3123-19-3 ou L.4135-19-3 ou L.5211-13-1

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.343-1, L.343-5 *[pour un agent contractuel]*, L.412-5 à L.412-7 *[pour un fonctionnaire]*, L.721-1 et L.721-3,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

Vu le décret n°2022-250 du 25 février 2022 modifié portant diverses dispositions d'application du code général de la fonction publique,

Vu la délibération n° … *(n° d’ordre)* en date du … relative à l’attribution d’un véhicule de fonction pour l’année 20….

Vu l’arrêté n°… du … portant attribution d’un véhicule de fonction à *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent),*

Vu l’arrêté n°… *(n° d’ordre)* du … *(date)* portant fin de détachement de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent),* sur l’emploi fonctionnel de Directeur général des services – DGS*,*

Considérant que *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* n’exerce plus les fonctions de Directeur général des services en raison de *… (indiquer le motif de la fin d’exercice des fonctions)* et ne remplit plus les conditions qui justifient l’octroi d’un véhicule de fonction.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* occupant l’emploi fonctionnel de … *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* cesse de bénéficier de l’attribution d’un véhicule de fonctionà compter du … *(date d’effet correspondant à celle de la fin de détachement sur l’emploi fonctionnel).*

**Article 2 :**

L’arrêté n°… du … portant attribution d’un véhicule de fonction à *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* est abrogé à compter du … *(date d’effet correspondant à celle de la fin de détachement sur l’emploi fonctionnel).*

**Article 3 :**

Le Directeur général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté.

**Article 4 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)